



NATO PARLIAMENTARY ASSEMBLY  
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SÉCURITÉ (ESC) / COMMISSION POLITIQUE (PC)

Sous-commission sur la transition et le  
développement (ESCTD)

Sous-commission sur les partenariats de  
l'OTAN (PCNP)

### **RAPPORT\***

Visite virtuelle en Pologne

12 et 13 avril 2021

107 JOINT 21 F | Original : anglais | 15 juin 2021

---

\* Ce rapport de visite virtuelle est présenté à titre d'information uniquement et ne représente pas le point de vue officiel de l'Assemblée. Il a été établi par Andrius Avizius, directeur de la commission politique et Paul Cook, directeur de la commission de l'économie et de la sécurité.

## I. INTRODUCTION

1. 22 législateurs en provenance de 12 pays de l'OTAN, membres de la sous-commission sur les partenariats de l'OTAN (PCNP) et de la sous-commission sur la transition et le développement (ESCTD) de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN), ont pris part à une série de réunions en ligne avec des hauts responsables et des experts polonais les 12 et 13 avril 2021. Celles-ci leur ont permis d'examiner les défis posés en matière de sécurité sur le flanc oriental de l'OTAN, ainsi que la conjoncture économique de la Pologne dans le contexte de la pandémie. Ces réunions étaient coprésidées par le président de la PCNP, Karl A. Lamers (Allemagne), et le président de la ESCTD, John Spellar (Royaume-Uni), et se sont déroulées sous l'égide de Michal Szczerba, chef adjoint de la délégation polonaise.

## II. LES PRIORITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR LA POLOGNE

2. **Michal Szczerba**, chef adjoint de la délégation polonaise, estime que l'OTAN sera confrontée à un certain nombre de changements et défis dans les années à venir et a déclaré que la Pologne accorde une importance toute particulière à ses relations avec l'OTAN. Il a également souligné l'inquiétude de la Pologne face aux tensions qui s'accumulent à ses frontières orientales et à la nature agressive des actions de la Russie en Crimée et dans le Donbass. La Pologne est également très préoccupée et concernée par l'évolution de la situation au Bélarus.

3. **Pawel Jablonski**, vice-ministre polonais des affaires étrangères, a souligné que les principes clés de la politique étrangère de la Pologne restaient inchangés. Ils résident notamment dans le respect du droit international, de la participation active aux forums régionaux et internationaux et de l'attachement de la Pologne au concept de souveraineté. Dans ce contexte, la Pologne poursuit l'objectif de renforcer sa sécurité, sa croissance économique ainsi que sa position dans le monde.

4. Le vice-ministre a souligné que l'OTAN joue un rôle central dans la politique de sécurité de la Pologne. Bien que de nouveaux défis soient apparus, d'anciens défis demeurent, a-t-il noté. La Russie reste la plus grande menace pour l'alliance euro-atlantique et la politique collective à l'égard de la Russie doit être fondée sur une évaluation sobre de l'attitude, des actions, de l'approche et des intentions de la Russie à l'égard de l'Alliance.

5. Le renforcement des capacités militaires de la Russie aux portes de l'OTAN est source de grave préoccupation pour la Pologne, a déclaré le vice-ministre, et particulièrement à Kaliningrad, qui devient une enclave de plus en plus militarisée. La Russie poursuit également la modernisation de ses forces conventionnelle et nucléaire. Les exercices militaires de 2020 de la Russie prouvent qu'elle peut lancer des opérations militaires multidomaines et, en 2021, un nouveau district militaire a été créé autour de la flotte du Nord. Les Alliés doivent également être conscients des nouvelles technologies perturbatrices possédées par la Russie - telles que les missiles hypersoniques, les capacités à perturber les lignes de communication maritimes et ses capacités anti-accès / déni de zone, a averti M. Jablonski.

6. Le ministre délégué a exprimé son soutien pour la double approche de l'OTAN vis-à-vis de la Russie (dissuasion/défense et dialogue). La Pologne reste également convaincue de l'efficacité des sanctions économiques à l'encontre de la Russie. M. Jablonski a souligné la nécessité pour les Alliés de redoubler d'efforts dans la lutte contre les campagnes russes de désinformation. Il a également réaffirmé l'opposition de la Pologne au projet *Nord Stream II*, qu'elle considère comme préjudiciable à la sécurité de l'Ukraine et de l'Europe au sens large.

7. Par ailleurs, l'influence croissante de la Russie au Belarus a un impact négatif direct sur la sécurité du flanc oriental de l'OTAN. En raison de la vulnérabilité politique du régime d'Alexandre Loukachenko, on peut s'attendre à ce que l'influence de la Russie s'intensifie, a déclaré l'intervenant. Il a également rappelé aux délégués que, dans le courant de l'année, la Russie et le Bélarus participeront à l'exercice de grande envergure Zapad 2021, prévu pour se dérouler aux frontières des États de l'OTAN, et notamment de la Pologne et de la Lituanie.

8. Selon M. Jablonski, la Pologne salue la déclaration d'engagement du président américain Joseph Biden en faveur d'une coopération transatlantique et multilatérale. La Pologne soutient également l'initiative visant à actualiser le concept stratégique de l'Alliance. Il a souligné que l'Alliance devrait accorder une attention toute particulière à une défense et une dissuasion crédibles, à la cohérence de l'Alliance fondée sur les principes forts du partenariat transatlantique, au renforcement de la résilience politique et à la politique de la porte ouverte. Bien que la sécurité énergétique ne représente pas une priorité clé pour l'OTAN, elle reste un élément facilitateur des efforts de défense et en matière de résilience au sens large. Ainsi, l'approvisionnement en énergie devrait être perçu comme faisant partie intégrante de l'état de préparation des troupes alliées d'un point de vue sécuritaire et l'OTAN devrait aider à combler toutes lacunes affectant les infrastructures. La Pologne estime que l'alliance entre les États-Unis et l'Europe devrait se traduire par un nombre plus élevé de troupes américaines sur le vieux continent, la présence physique est un aspect crucial de la sécurité européenne.

9. La coopération OTAN-UE reste une priorité essentielle pour la Pologne. La complémentarité entre la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et le rôle de dissuasion assuré par l'OTAN est cruciale, a déclaré M. Jablonski. En ce qui concerne la coopération régionale, les formats de sécurité régionale - tels que les Neuf de Bucarest, les Quatre de Visegrad et l'Initiative des Trois Mers - sont très importants pour renforcer les synergies et stimuler le potentiel des pays d'Europe centrale et orientale.

### III. PANEL EN BIÉLORUSSIE\*

10. Les parlementaires de l'OTAN se sont également intéressés de près à la situation au Bélarus lors de discussions avec des experts polonais et biélorussiens. Les parlementaires ont souligné combien l'ensemble du monde démocratique était profondément ému par le réveil de la nation biélorussienne dans le contexte des élections présidentielles frauduleuses. Ils ont condamné le fait qu'Alexandre Loukachenko s'accroche au pouvoir en s'appuyant sur la brutalité policière, les arrestations massives, l'intimidation, la propagande et le soutien de Moscou. Les actions du président contrastent fortement avec la bravoure du peuple biélorussien qui poursuit ses actions pacifiques malgré ce climat de terreur créé par le régime.

11. Les militants prodémocratie ont remercié les parlementaires pour leur soutien et leur position franche sur la crise politique et des droits humains au Belarus. Au cours des huit derniers mois de protestations remarquablement pacifiques, la seule réponse du régime a été la violence et l'anarchie. À ce jour, le régime a arrêté plus de 35 000 personnes, engagé plus de 1 000 poursuites pénales et détenu 352 prisonniers politiques, et ces chiffres ne cessent d'augmenter, a-t-on indiqué aux délégués.

12. Les panélistes ont regretté que l'Alliance soit présentée par la propagande d'État biélorussienne comme représentant une menace pour le pays. Ils ont noté l'importance du programme de Partenariat pour la paix de l'OTAN, auquel le Bélarus a adhéré en 1995 et ont fait valoir que ce type de coopération sera nécessaire avec le nouveau Bélarus démocratique.

---

\* Session tenue selon la règle de Chatham House.

Il a été indiqué aux parlementaires que la société démocratique biélorussienne soutiendrait un réengagement dans l'AP-OTAN, dont l'adhésion du Bélarus en tant que membre associé est suspendue depuis 1997.

13. La souveraineté reste la principale préoccupation du Belarus, ont entendu les délégués. Les Biélorussiens veulent vivre dans un pays véritablement indépendant, choisir leurs propres dirigeants et entretenir des relations constructives avec tous leurs voisins. Le bouleversement politique actuel n'a pas pour but de choisir une orientation géopolitique - les Biélorussiens veulent simplement se diriger vers la liberté et l'indépendance. À l'heure actuelle, certains signes indiquent que la Russie pourrait abuser de la faiblesse d'Alexandre Loukachenko et renforcer son contrôle sur le Bélarus. Les membres de l'OTAN devraient envoyer à la Russie un message clair indiquant que celui-ci dirige le pays de façon illégitime et qu'il n'a aucun droit de signer des accords internationaux au nom des Biélorussiens, ont affirmé les panélistes. Aussi, les accords d'intégration, de vente d'actifs appartenant à l'État et de prêts seront révoqués par un Bélarus démocratique, a-t-on assuré aux parlementaires de l'OTAN.

14. Les panélistes ont également noté que le mouvement démocratique biélorussien a entamé des discussions avec l'OSCE et l'UE, ainsi qu'avec les principaux pays démocratiques, afin d'avancer sur la voie des négociations. Ces négociations s'articuleront autour de trois grandes priorités 1) le dialogue et la réconciliation nationale basés sur la libération de tous les prisonniers politiques ; 2) de nouvelles élections libres et équitables ; 3) la réforme du système politique, le rétablissement de l'État de droit et le respect des droits humains. Les interlocuteurs biélorussiens ont souligné qu'il était important que la situation au Bélarus reste en tête des priorités de l'Occident.

15. Selon un expert, même si les manifestations ont quelque peu baissé en intensité ces derniers temps, le niveau élevé de colère sociale et la délégitimation sociale d'Alexandre Loukachenko ont atteint un point de non-retour. M. Loukachenko pourrait rester au pouvoir pendant quelques années encore, mais son emprise sur le pouvoir restera en état d'urgence.

16. Les panélistes ont également noté l'augmentation de l'oppression d'un certain nombre de groupes non contrôlés par le gouvernement - comme une récente répression des minorités polonaises au Bélarus. Au sein des structures du pouvoir, on a assisté à une marginalisation des initiés du régime qui avaient des horizons plus larges et qui étaient plus pragmatiques et plus associés au fonctionnement de l'économie, tandis que les soutiens au pouvoir ont augmenté, ont entendu les délégués. Le soutien de la *nomenklatura* locale au régime n'est toutefois pas inconditionnel, mais opportuniste et subira des conséquences s'il cesse de soutenir le régime.

17. Un expert a souligné une certaine composante très claire de construction de la nation parmi les protestations. Les manifestations des huit derniers mois ont conduit à une percée psychologique et à un réveil de la conscience nationale. Le développement de l'identité nationale biélorussienne a été historiquement retardé et inachevé en raison de la russification, et cela commence désormais à changer. Par exemple, les gens se sont rassemblés sous le drapeau historique blanc-rouge-blanc. Les sondages d'opinion continuent de montrer que les Biélorussiens soutiennent fortement la Russie et les Russes, mais en même temps, plus de 40 % d'entre eux considèrent la Russie comme la plus grande menace pour leur intégrité territoriale. Pour la première fois, les Biélorussiens sont également plus nombreux à penser que l'héritage historique du Grand-Duché de Lituanie est plus important pour le Bélarus que celui de l'Union soviétique. Selon l'expert, l'émergence d'une identité nationale est un élément qui pourrait servir de remède aux menaces contre l'État biélorussien.

18. Les panélistes ont noté que le Kremlin craint que la démocratisation du pays n'entraîne une plus grande ouverture vers l'Occident et ne nuise donc aux intérêts russes. Cependant, même si Alexandre Loukachenko reste au pouvoir, cela pourrait avoir des répercussions négatives sur la Russie, car la situation de cette dernière est, actuellement, loin d'être stable. Les habitants des régions russes sont de plus en plus déçus par la stagnation économique et le Kremlin court le risque qu'un Bélarus instable provoque un débordement d'instabilité et de dissidence en Russie, notamment en période électorale, ont déclaré les panélistes.

19. Ils ont également fait valoir que les sanctions contre la Russie ou le Bélarus ne sont pas une panacée, mais qu'elles ont un effet dissuasif. Des sanctions sévères à l'encontre du Bélarus auraient raison de la conviction des milieux d'affaires qu'Alexandre Loukachenko peut se porter garant de leurs avoirs. La menace de sanctions sévères à l'encontre de l'élite économique (les fameux « portefeuilles de Loukachenko ») peut jouer un rôle énorme. La simple annonce de sanctions sévères potentielles ou d'une fermeture éventuelle du système SWIFT peut constituer un facteur significatif pour un changement d'attitude des élites.

#### IV. LE DÉFI RUSSE \*

20. La session suivante de la visite en ligne a été consacrée à l'examen des défis posés par la Russie à la Pologne et, plus largement, à la sécurité européenne.

21. Un intervenant s'est félicité du fait que l'Amérique et l'Europe font désormais plus au sein de l'OTAN en matière de sécurité et de défense qu'elles ne l'ont fait depuis de nombreuses années. Le renforcement constant du flanc oriental de l'OTAN en est un exemple clé. À la suite de l'invasion de la Géorgie par la Russie en 2008, la Pologne et d'autres pays ont proposé des exercices au titre de l'article 5 sur le territoire de l'OTAN et ce n'est qu'après avoir usé d'une grande force de persuasion auprès de leurs partenaires d'Europe occidentale que cela s'est produit en 2012. Après l'annexion de la Crimée, l'OTAN ne s'est guère opposée à la réalisation de ces exercices militaires ni au déploiement de bataillons par rotation sur son flanc Est. Aujourd'hui, 4 400 soldats américains sont basés en Pologne, alors que les accords initiaux prévoyaient simplement d'accueillir une force américaine de défense antimissile et un petit contingent de personnel de l'armée de l'air. Un représentant polonais a noté que l'OTAN devrait développer davantage l'initiative lancée en 2018 et visant à accroître son état de préparation et en particulier, raccourcir le temps de réponse pour soutenir un pays ou un groupe de pays qui seraient menacés par une agression. Davantage de forces devraient être consacrées à la protection du flanc oriental de l'Alliance, en particulier dans certains endroits critiques, comme le passage de Suwałki ou les États baltes.

22. En ce qui concerne l'Ukraine, les interlocuteurs polonais se sont déclarés favorables à l'octroi à l'Ukraine d'un plan d'action pour l'adhésion (MAP). L'OTAN devrait se tenir prête à élaborer un programme de renforcement beaucoup plus solide pour les forces de défense ukrainiennes. Ils ont également souligné que la Géorgie constitue un atout considérable pour l'Alliance euro-atlantique. Le pays est actuellement confronté à d'énormes difficultés, non seulement à cause de la Russie, mais aussi en raison de circonstances nationales, et l'OTAN devrait s'engager politiquement en Géorgie, comme l'UE l'a fait en envoyant un envoyé spécial.

23. Un autre panéliste a abordé la question des opérations d'influence menées par la Russie. Le recul mondial de la démocratie, les énormes scandales financiers et de corruption,

---

\* Session tenue selon la règle de Chatham House.

ainsi que les récents développements technologiques constituent un terrain fertile pour les opérations d'influence de la Russie.

24. Le panéliste a fait valoir que, surtout au cours des cinq dernières années, l'équilibre international s'est déplacé en faveur des non-démocraties. Les pays où la démocratie s'est détériorée sont plus nombreux que ceux où elle s'est améliorée en 2020, avec la plus grande marge enregistrée depuis le début de cette tendance négative, il y a 16 ans. En 2019, 52 % des démocraties du monde ont connu une certaine forme d'érosion démocratique. Les partis politiques ont connu des reculs importants en termes de participation. Cela a un impact énorme sur le fonctionnement des partis et sur la facilité avec laquelle l'influence étrangère peut s'y engouffrer. Les partis populistes ont triplé leur soutien en Europe au cours des 20 dernières années. Les commissions électorales en Europe présentent de nombreuses faiblesses qui peuvent être exploitées par des acteurs étrangers. L'expert a soutenu l'initiative visant à créer un centre pour la résilience démocratique au sein de la famille des institutions de l'OTAN. L'AP-OTAN a un rôle crucial à jouer, a fait valoir l'expert. Il est également très important que les parlements adoptent des propositions législatives visant à renforcer et à augmenter l'intégrité sur le plan électoral et à soutenir les partis politiques en ce qui concerne leur financement et leur résilience aux cyberattaques.

## V. L'ÉCONOMIE POLONAISE DANS LE CONTEXTE DES PANDÉMIES

25. **Maciej Witucki**, président de Lewiatan (organisation des employeurs), a indiqué que son organisation a travaillé très activement avec le gouvernement pour tenter d'atténuer les effets économiques des fermetures économiques dues à la pandémie. L'économie polonaise a été beaucoup plus résiliente que d'autres économies européennes et la pandémie a révélé que l'économie polonaise est moins dépendante de l'Allemagne qu'on ne le pensait. En Pologne, comme dans la majorité des pays européens, l'avenir du développement économique est le même : numérisation et transformation énergétique, a fait valoir M. Witucki.

26. En ce qui concerne la numérisation, la pandémie a montré à quel point celle-ci était tout aussi importante que vulnérable. M. Lewiatan appelle les gouvernements polonais et européen à accélérer la transformation numérique. Selon lui, le gouvernement polonais doit s'impliquer davantage dans la formation, car si la connectivité est en mesure d'être fournie par le secteur privé, l'éducation, elle, doit être assurée par l'État. En Pologne, l'internet à très haut débit doit encore être développé et 15% de la population n'y a pas accès. Ce problème doit être résolu pour éviter le phénomène d'« exclusion numérique ». Dans l'ensemble, bien que la Pologne dispose d'un nombre important et croissant de spécialistes des technologies de l'information et de la communication (TIC), ce nombre reste en deçà de la moyenne européenne. 60 % des entreprises polonaises sont considérées comme « bien numérisées », alors que la moyenne européenne est de 39 %, mais seulement 11 % sont « hautement numérisées », alors que la moyenne européenne est de 26 %.

27. En raison de cette tendance à la numérisation, la question de la cybersécurité devient d'autant plus cruciale. Pour lutter contre les cybermenaces, secteurs privé et public devront travailler main dans la main, a déclaré M. Witucki. La sécurité était autrefois le monopole de l'État, mais à l'heure de la cybersécurité, cela n'est plus le cas.

28. L'intervenant a insisté sur la nécessité de placer la numérisation dans une dynamique écologique. Le secteur des TIC devrait être impliqué dans les plans climatiques et les fonds pour l'innovation numérique devraient soutenir la réduction des émissions. Dans l'ensemble, la neutralité climatique est un objectif difficile à atteindre, mais il est accepté par le monde des

affaires polonaises. La transition verte représente également une grande opportunité pour les entreprises. Le gouvernement polonais a par ailleurs pris conscience de la nécessité de réaliser la transformation énergétique de 2050, a déclaré M. Witucki.

29. La Pologne et l'Europe sont également très désireuses de raccourcir les chaînes logistiques depuis le début de la pandémie et de rapatrier diverses capacités de production et autres. Ce processus semble plus compliqué qu'on ne le pensait au départ, mais cela reste une nécessité. Les lois de l'offre et de la demande s'appliquent cependant toujours, et l'Occident ne peut pas établir une souveraineté industrielle à n'importe quel prix du côté des consommateurs, a argumenté l'orateur.

30. Concernant la technologie 5G en Pologne, l'approche du secteur privé a été d'équilibrer les ressources occidentales et chinoises. La majorité des entreprises estiment qu'il est important de conserver un certain niveau de sécurité dans les secteurs stratégiques. Cependant, les citoyens ne sont pas prêts à payer des prix beaucoup plus élevés pour l'internet et les télécommunications, donc la souveraineté numérique ne peut pas s'acquérir à n'importe quel prix ; il doit y avoir un équilibre, a souligné M. Witucki. L'actuel projet de loi polonais sur la technologie 5G prévoit une période d'introduction progressive que le secteur privé soutient, car elle permet une certaine flexibilité et semble beaucoup plus raisonnable.